

**Union européenne - Investissement -
Zone euro - Discours de M.
Edouard Philippe, Premier
ministre, à l'occasion du Dîner
"Europlace" - Extraits
(Paris, 12 juillet 2018)**

Seul le prononcé fait foi

Madame la Ministre, Chère Nathalie,

Madame la Secrétaire d'Etat, Chère Delphine,

Messieurs les Présidents d'Europlace,

Mesdames et Messieurs les Elus,

Mesdames et Messieurs,

(...) L'Europe financière se trouve encore au milieu du gué en matière d'investissements. Dans une "Europe financière idéale", la zone euro devrait être "auto-suffisante", c'est-à-dire que l'argent des Européens devrait suffire à financer les entreprises européennes, ce qui n'est pas le cas. Comment y remédier ? En facilitant les investissements transfrontaliers et la circulation de l'épargne dans l'UE. Pour cela, il faut des marchés financiers intégrés ; des règles qui convergent ; des autorités européennes de supervision qui fonctionnent efficacement.

Ce qui sera peut-être bientôt le cas puisque le président de la République et la chancelière allemande ont placé l'approfondissement de l'union bancaire et de l'union des marchés de capitaux au coeur des priorités de la feuille de route franco-allemande pour la zone euro. Tout cela peut sembler un peu technique aux yeux du grand public. Ça l'est. Mais c'est un pilier extrêmement important de la souveraineté européenne. (...)

Nous avons mis en place un point d'entrée unique, qui s'intitule "Tax for business". Ce point d'entrée se trouve placé auprès du directeur général des finances publiques. Son but ? Informer les investisseurs étrangers sur la fiscalité française, faciliter aussi leurs démarches, leur expliquer notamment comment fonctionne le régime des "Impatriés", qui est un vrai avantage offert par la place de Paris. (...)

Dans la zone euro, on a certes la même monnaie, mais l'Europe demeure une sorte de "Babel fiscal" dans lequel on ne parle pas la même langue. C'est pourquoi, nous devons relancer le chantier de la convergence fiscale. Avec l'Allemagne, nous souhaitons par exemple accélérer le projet européen d'harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. Et dans le cadre de ce projet, la possibilité d'amortir fiscalement de ce qu'on appelle le "goodwill" -sujet dont je sais qu'il intéresse certains d'entre vous- sera introduite en France. L'intérêt de ce projet, c'est d'offrir beaucoup plus de simplicité, de fluidité et de transparence aux investisseurs. (...)

Je vous remercie./.

(Source : site du Premier ministre)